

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde



**Face à la barbarie
et à l'injustice**

**la riposte des
travailleurs
et des peuples**



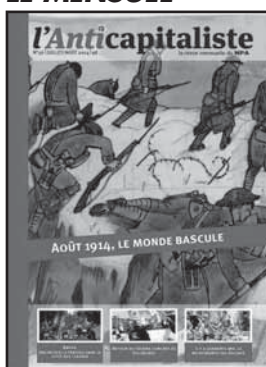
Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



LE MENSUEL



à

L'Anticapitaliste

Notre presse n'est financée par aucune publicité et nos moyens financiers sont très limités...

C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Voir les tarifs ci-dessous.

**Abonnez-vous,
abonnez vos amis !**

L'Anticapitaliste

Pour découvrir
notre presse, profitez de
notre promotion d'essai :

**10€ = 3 MOIS
D'HEBDO**
ainsi qu'un numéro cadeau
de notre revue mensuelle

Paielement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : _____ Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N° : _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

Abonnez-vous

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX
07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau
23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

SOMMAIRE

Edito p.3

En lutte p.4-7

- Mai 2018 : «début d'une grève prolongée» pour la convergence des luttes
- Pas de train aujourd'hui, pour qu'il y en ait demain !
- PFC de Bègles, le bâton et le bâton
- Les grévistes de Cenon se font entendre de leur direction... et de leur maire !
- Postiers de Gironde, une grève historique !

Nos vies, pas leurs profits p.8-9

- SAMU : une situation inacceptable
- Ford, la lutte continue dans un contexte difficile

Dans la jeunesse p.10

- Lycéens contre la sélection et la casse sociale
- Fin de l'occupation à l'Université Bordeaux Victoire

Dans les entreprises p.11

- Quelques échos de Bulletins d'entreprise
- A propos de la Syrie : confusions mortifères

Internationalisme p.12

- Rassemblement-marche en soutien aux marches du retour palestiniennes
- Des camps de Tindouf aux squats de Bordeaux et Pessac, solidarité avec les Sahraouis

Féminisme p.13

- Féministes à Bordeaux contre « la meute » en Espagne

NPA p.14

- Prochaine réunion débat : « Il y a 200 ans naissait Karl Marx... actualité de la critique matérialiste et révolutionnaire du capitalisme »
- A propos du débat « L'Europe des banquiers et des multinationales est en crise, construisons l'Europe des travailleurs et des peuples »

A droite... p.15

- Droite et extrême-droite, décomposition et recomposition

A lire p.16

- Détroit, de Fabien Fernandez

Face la barbarie et aux injustices, la riposte des travailleurs et des peuples

Lundi 14 mai, le gouvernement d'Israël fêtait en grande pompe l'installation de l'ambassade américaine à Jérusalem, tandis qu'à quelques kilomètres de là, à la frontière avec Gaza, ses soldats tiraient à balles réelles sur les manifestants palestiniens, pacifiques, sans armes, venus crier leur rage devant l'arrogance, le mépris et la haine à leur égard de l'État d'Israël, soutenu par Trump, à l'origine de cette provocation sanglante.

Ce même Trump venait de se retirer de l'accord sur le nucléaire iranien, au risque de provoquer une nouvelle escalade militaire au Moyen-Orient, après avoir lancé une offensive sur le terrain du commerce mondial en imposant des droits de douane à l'importation sur certaines marchandises.

Les dirigeants européens et chinois s'offusquent, dénoncent ce qu'ils voudraient faire passer pour des « erreurs » de Trump. Mais cette politique n'est le fruit ni d'erreurs, ni de la personnalité prétendument « incontrôlable » du personnage. Elle a une cohérence : répondre aux nécessités des milieux financiers américains face à la concurrence chinoise et européenne, alors que d'autres puissances, telles l'Iran, profitent du chaos créé au Moyen-Orient par un siècle d'interventions impérialistes pour avancer leurs propres pions.

Elle est la réponse brutale de l'impérialisme américain aux bouleversements du monde provoqués par 50 ans de mondialisation libérale.

Elle rappelle en même temps que les capitalistes n'ont jamais reculé devant aucune barbarie lorsque leurs intérêts sont en jeu.

Au même moment, en France, la presse se faisait l'écho de la façon dont les entreprises du CAC40 répartissent leurs profits, l'essentiel aux actionnaires,

bien moins aux investissements, une part infime aux salariés sous forme de « participation ». Mais ces faits, aussi révoltants soient-ils, ne doivent pas masquer le véritable scandale : ces profits gigantesques, dans leur globalité, sont le produit du seul travail humain. Ils ont été accaparés par les parasites qui

contrôlent les holdings financières du CAC40 à travers l'extorsion de la plus-value, le siphonage des revenus par le biais des dettes privées et publiques, les tripatouillages fiscaux, etc., avec la complicité active des gouvernements qui, tel Macron, organisent la régression sociale.

Les offensives et les provocations de Trump, l'étalage cynique des profits du CAC40 alors que se multiplient les attaques de Macron contre les travailleurs, les retraités, les jeunes... ne sont que quelques expressions d'une même fuite en avant du capitalisme financier mondialisé, de son parasitisme, de son incapacité à sortir des contradictions dans lequel il est enfermé, de son pourrissement.

Loin de nous contenter de nous indigner de la répartition des profits, nous avons toute légitimité à exiger, par nos luttes, une autre répartition des richesses créées par notre travail, prendre sur les profits pour augmenter les salaires, baisser le temps de travail, répartir le travail entre toutes et tous, en finir avec la dette...

Et au-delà, toute légitimité à contester le pouvoir sans limite, destructeur et meurtrier, qu'exerce la poignée de parasites financiers qui dirigent le monde et le conduisent à la ruine.

Car s'opposer à cette fuite en avant suppose poser la question du pouvoir, de qui décide dans cette société, des actionnaires du CAC40 ou des travailleurs qui créent toutes les richesses.

Cette question est portée en germe par les mouvements qui, un peu partout, contestent le pouvoir politique et économique, comme en ce moment en France celui des chemins, des étudiants, des lycéens, des postiers et bien d'autres, et qui cherchent

les voies d'une convergence des luttes qu'ils savent indispensables pour l'emporter.

Convergence qui a besoin, pour se concrétiser, de s'appuyer sur un programme politique, celui de la construction d'une autre société, basée sur d'autres rapports sociaux.



Mai 2018 :

« début d'une grève prolongée » pour la convergence des luttes

En ce mois de mai, le gouvernement Macron et les patrons ont beau la combattre de toutes leurs forces, par les pressions sur les grévistes, leurs discours, les médias qui discréditent ou ignorent la grève : la convergence des luttes est une réalité, une réelle possibilité qu'on n'avait pas vue depuis longtemps.

A Bordeaux, la grève des cheminots a commencé le 3 avril alors que les Ford se battaient depuis le 27 février, les facteurs avaient commencé le 12 mars, tout comme l'occupation de la fac de la Victoire le 15 par les étudiants... Ces mobilisations et grèves ne sont pas terminées ; pour celles qui se sont arrêtées, le bilan a été riche et les camarades pas démoralisés pour autant (voir nos pages En lutte).



Des travailleurs, des jeunes expriment leur ras-le-bol, s'organisent, manifestent, se mettent en grève comme dans tout le pays, à des rythmes différents, avec des hauts et des bas. Ils imposent un profil bas au gouvernement. Les tentatives de Macron pour reprendre la main n'ont fait qu'accroître la convergence des mécontentements contre sa politique au service des riches.

La journée de grève et de manifestation du 19 avril était même directement placée sous le sigle de la convergence des luttes par la CGT qui en était à l'initiative avec Solidaires. Et si elle a été un succès avec au moins 5000 manifestants malgré les vacances, c'est grâce à tous ceux, militants de la lutte du monde du travail et de la jeunesse qui se sont battus pour, qui ont poussé là où ils ont pu à la grève et à la manifestation. Sur Bordeaux, outre un fort cortège de grévistes cheminots et de l'Énergie, la présence d'un nombreux « cortège mélangé » avec les secteurs en lutte a témoigné de cette dynamique du mouvement.

Des équipes militantes autour de la CGT Ford, Carsat, RSI, Inspection du Travail, Educ avec d'autres de Sud Rail, PTT, Educ, Santé, Emploi, de la CNT et du collectif de lutte n'ont pas voulu suivre le calendrier des directions syndicales.

Elles ont organisé d'autres initiatives plus rapprochées dans le temps, comme une manifestation pour la défense de l'emploi à Ford et ailleurs samedi 24 mars avec près de 500 manifestants et une banderole commune CGT Ford Cheminots du fret de Hourcade (menacé aussi de fermeture).

Ou encore une journée des Ford en lutte le 21 avril à Blanquefort avec un débat riche où la lutte des classes était bien présente, et même mise en pratique avec l'expulsion pacifique mais déterminée d'un « intrus », député LREM, qui a déclaré

en sortant de la salle : « la convergence des luttes, c'est politique ! ».

Mardi 24 avril, une manifestation appelée par les mêmes équipes rassemblait environ 450 personnes partant de la fac occupée à la Victoire vers la gare où des militants de Sud Rail et de la CGT les attendaient. Durant deux mois, dans la fac de la Victoire occupée, des AG hebdomadaires ont permis aux secteurs mobilisés de discuter et de se coordonner.

Dans chaque manifestation intersyndicale, comme lors du Premier mai, les équipes militantes combatives, les étudiants ou lycéens, nous nous trou-

vions en « cortège mélangé » de différents syndicats et non syndiqués confondus avec des slogans et des chants proches et péchés.

Le 15 mai, nous nous sommes retrouvés en meeting de lutte à plus d'une centaine. La prochaine manifestation le 22 mai se prépare aussi avec les lycéens qui comptent bien se remettre en bagarre.

Bien des choses changent durant ce printemps, qui témoignent de la profondeur d'un mouvement qui se développe depuis la lutte contre la Loi Travail. Mais les obstacles du « dialogue social » mené par les organisations syndicales et le gouvernement, comme les illusions électoralistes soulevées par des cartels de gauche, demeurent. Les vaincre constitue la prochaine étape...

Monica Casanova, Laurent Delage

Pas de train aujourd'hui pour qu'il y en ait demain !

Un mois et demi que les cheminots sont en lutte. Les taux de grévistes sont bons, quoi qu'en dise la SNCF.

C'est sans la classe politique actuellement dans l'opposition, qui dit nous soutenir alors qu'hier, au pouvoir, comme M. Hamon, elle a aussi cassé le service public ferroviaire. De même, les présidents de Région responsables des transports sur leurs territoires, ne défendent pas avec nous un réseau ferré dans une véritable stratégie d'ensemble du secteur du transport, un service public renforcé, contre les intérêts privés. Au contraire, ils ont imposé avec la SNCF, l'austérité dans notre travail, conduisant à l'augmentation de plus de 40 % de la productivité en à peine 10 ans et plus de 50 suicides en 2017.

Les cheminots sont un fer de lance de la lutte actuelle. Mais il ne suffit pas qu'ils bloquent massivement le moyen de production. Ce qui les paralyse, ce sont deux mois de prétendues "négociations" et autres "réunions de concertation", de mascarades des organisations syndicales avec le gouvernement.

Organiser la véritable offensive

Il ne faut pas se concentrer sur des dates, mais mobiliser tout le temps. Le calendrier « perlé » validé par les assemblées de grévistes souveraines marque le pas. La grève reconductible n'est toujours pas à l'ordre du jour mais il faut s'attacher à durcir le mouvement, discuter avec les collègues pour durer et ne pas perdre des cheminots en lutte.

Sur certains sites, les grévistes veulent dépasser le mode d'organisation actuel de la lutte. Pour nous à SUD-Rail (et pour des militants CGT et des non syndiqués aussi), c'est aux grévistes et

non aux directions syndicales de décider de leur action. Les AG sont le lieu privilégié d'informations, d'échanges et de débats. Loin d'être une tribune pour délégués, c'est au contraire le lieu où la démocratie peut prendre corps, où chaque voix a le pouvoir de se faire entendre, d'exprimer ses craintes, ses doutes et ses convictions pour pouvoir collectivement se déterminer, décider et s'organiser. Quel que soit son avis, c'est en AG que le gréviste a la possibilité de convaincre et de tout faire basculer. Un enjeu politique dans une lutte éminemment politique.



A Bordeaux, l'organisation d'une AG inter-métiers par une minorité puisque cela a été refusé dans les intersyndicales depuis le début, a été une véritable réussite le 13 mai. Réunissant plus d'une centaine de grévistes, une première à Bordeaux, ces rassemblements convergents de l'ensemble des métiers SNCF montrent que l'attente est forte pour les cheminots en lutte de se retrouver dans des lieux d'expression qui répondent à leurs attentes, contre ceux qui s'opposent à leur combativité pour maîtriser le mouvement, en le cadenassant dans le cadre du dialogue social.

En ne cédant rien, E. Philippe a renforcé la grève le 14 mai. 9 cheminots sur 10 ont été au moins un jour en grève. Dans ce contexte, demander un référendum ou un vot'Action est bien dérisoire !

Un donneur d'alerte, haut cadre SNCF, a révélé que l'objectif de Pépy est d'aller au-delà du projet de loi. Avec ce gouvernement au service des patrons, en coulisse, ils travaillent à des amendements aux sénateurs pour que le pacte ferroviaire intègre davantage les principes d'une filialisation par morceaux, d'une privatisation de ce qui est rentable et l'abandon des lignes TER...

A SUD-Rail, nous condamnons ce mensonge « d'État ». Il nous faut amplifier le mouvement, convaincre les cheminots encore hésitants de renforcer la grève, de mettre le paquet pour montrer

notre détermination et que l'ensemble des services de la SNCF soit à l'arrêt. Le pacte ferroviaire doit être retiré et les droits des cheminots et des sous-traitants renforcés.

Dès les cycles de grèves suivants, c'est dans les piquets, au dépôt des conducteurs que les cheminots de tous métiers se sont rassemblés, décidant d'une nouvelle AG inter-métiers le 23 mai. L'ensemble des actions programmées a fait l'objet de votes, la nécessité de la grève le 22 mai a été portée pour faire converger nos luttes. Un certain nombre de cheminots a décidé de se retrouver à Paris dans une AG inter-gare nationale, dans la grève et la manifestation.

La lutte continue, rejoignez-nous dans la mobilisation et la grève !

L. Delaveau

Postiers de Gironde

Une grève historique !

En quelques mots et quelques chiffres, la grève des postier.e.s en Gironde, c'est ça :

- environ 800 postier.e.s ont fait grève au moins une journée
- une quarantaine de bureaux impactés dont plusieurs en grève majoritaire
- une première journée de mobilisation à 600 grévistes
- entre 200 et 300 grévistes par jour avec des pics à 500 sur des grosses journées de mobilisation
- un fonctionnement démocratique avec des assemblées générales chaque jour pendant 6 semaines
- jusqu'à 6 semaines de grève pour certains bureaux

Cette grève s'inscrit dans le sillon du mouvement de Rennes Crimée (plus de 100 jours de grève) et suivies par les départements 92 et 13 avec des grèves longues et très suivies sur des revendications très semblables.

Et après ?

Malgré l'ampleur de la grève, la direction est restée sourde aux revendications des grévistes. Elle a bien essayé de ramener le conflit à l'échelle locale pour mieux diviser les agents, mais ça n'a pas marché. Alors elle a proposé un accord, mais le contenu était inacceptable et chaque jour l'AG l'a refusé à l'unanimité.

Seul le site de Cenon a repris après un protocole de reprise, dans un contexte particulier et après avoir fait grève du début à la fin. Sinon, l'ensemble du département a repris le travail sans protocole de reprise car il existe une réalité que la direction aimerait effacer : il y a toujours un conflit.

Une direction autoritaire

En six semaines de grève, La Poste a payé des casseurs de grève d'autres



départements et des intérimaires pour faire passer le courrier, appuyés par des cadres sup d'autres services. S'il y a eu une trentaine d'audiences, aucune d'entre elle n'a débouché sur une réelle négociation.

Leur façon de gérer ce conflit a permis de mettre en évidence une logique d'entreprise qui n'a rien à envier aux entreprises « privées ». L'autorité de l'employeur est sacralisée tandis que l'expression des grévistes est méprisée, étouffée, infantilisée.

De nouvelles modalités d'action

Contraints de reprendre pour des raisons financières, les facteurs et factrices n'ont pas dit leur dernier mot. Si le conflit n'est plus aussi intense, il se transforme toutefois en conflit permanent. Déjà plusieurs sites s'organisent pour faire des débrayages coordonnés et simultanés. D'autres actions sont également menées, comme des réunions

publiques, des journées de grèves avec des actions (comme une journée « *Je préfère donner mon sang que de me saigner pour La Poste* »). Enfin, des AG s'organisent en dehors du temps de travail.

Alors si cette grève n'a pas permis d'obtenir satisfaction sur les revendications, elle a démontré qu'il est possible de s'organiser pour s'opposer aux décisions des patrons. Les assemblées générales, la délégation de plus de 100 grévistes dans les bureaux de la direction, les visites de bureau massives malgré les interdictions de la direction, les prises de parole... Tout cela a laissé des traces qui ne sont pas prêtes de s'effacer et qui alimenteront le conflit dur et nécessaire pour s'opposer à la casse du métier de facteur.

Willy

PFC de Bègles Le bâton et le bâton

La direction de la PFC, le centre de tri des colis de Bègles, est dans la droite ligne des méthodes de management de la Poste : autoritarisme et répression syndicale. La pression de la hiérarchie est permanente. Elle s'acharne d'autant plus que la PFC reste un des établissements de la Poste les plus combattifs et les plus syndicalisés, dont il faut museler la résistance.

Depuis la nouvelle réorganisation de 2014, avec les suppressions de postes (221 agents en 2007, 131 aujourd'hui) pour introduire la sous-traitance donnée à Geodis, les conditions de travail ne font que se dégrader. Les agents, qui ne se sont jamais résignés à la réorganisation, sont en bataille permanente contre

la pénibilité et la régression des conditions de travail pour eux-mêmes et pour les sous-traitants. C'est ce que la direction ne peut supporter, et pour faire taire la contestation, quoi de mieux que de s'en prendre aux militants syndicaux ? Une obsession qui vire au harcèlement.

Trois agents ont ainsi été sanctionnés, en début d'année, de trois mois de mise à pied sans salaire, accusés à tort et sans aucune preuve d'avoir introduit de l'alcool sur leur lieu de travail. La Direction sait très bien qu'elle ne gagnera pas au tribunal, mais son véritable but sera atteint : écarter du service temporairement trois syndicalistes gênants, et les



photo Gilbert Hanna - La Clé des ondes

empêcher de se présenter aux élections professionnelles tant que le tribunal n'a pas tranché.

Faire taire la contestation, interdire les AG, casser les solidarités, la Direction ne recule devant rien. Depuis des années elle peut s'acharner, elle a bien du fil à retordre...

Julien

Les grévistes de Cenon se font entendre de leur direction et... de leur maire !

Les facteurs de Cenon, qui entraient dans leur 6^{ème} semaine de grève, ont investi les locaux du conseil municipal du 9 avril, à mon invitation en tant qu'élue du NPA. Le maire ayant refusé qu'ils entrent dans la salle du conseil pour s'adresser à tous les élus, c'est dans le hall qu'ils ont pu expliquer les raisons de leur grève.

Le bureau de Cenon a été en grève pendant 6 semaines, les facteurs refusant

les réorganisations que la Direction de la Poste cherche à imposer partout. Ils s'opposaient à une coupure méridienne pouvant aller de 45 mn à 4 h, non payée, à la place de la pause actuelle de 20 mn rémunérée, et à la suppression de trois postes. Dans l'immobilisme et le mépris, la direction locale, n'a pas daigné entendre leurs revendications avant plusieurs semaines.

Les facteurs ont expliqué les consé-

quences des réformes, une Poste à plusieurs vitesses où seuls ceux qui pourront payer auront leur courrier distribué tous les jours, et où tous les services que le facteur rendait dans le cadre de sa mission deviennent payants. Ils défendent le maintien d'un service public postal de qualité en même temps que leurs conditions de travail.

Le NPA a proposé au conseil une motion de solidarité aux facteurs qui a été votée à l'unanimité. Les facteurs attendaient une solidarité financière de la commune... qui n'est pas venue.

Après 6 semaines de grève, les facteurs ont fait partiellement reculer la direction qui n'a imposé que 5 tournées avec méridienne sur 13 et une suppression et demi de postes sur 3. Mais la solidarité gagnée dans la lutte commune, entre bureaux jusque-là isolés les uns des autres, et l'expérience de la démocratie pour renforcer le mouvement comptent pour les luttes à venir.

Christine Héraud, élue NPA à Cenon



Nos vies, pas leurs profits

SAMU : une situation inacceptable

Les événements dramatiques de Strasbourg ont mis sur le devant de la scène la situation des Samu, le manque de moyens et de personnels. Dans *Sud Ouest*, il y a quelques jours, un médecin témoignait : « *Ce drame s'est déroulé le 29 décembre [...] A Bordeaux, à cette même date, nous étions submergés d'appels [...] il y avait plus de vingt appels en attente auxquels nous ne pouvions pas répondre* »...

Nous avons rencontré Christel, Assistante de Régulation Médicale à Bordeaux, qui témoigne.

Anticapitaliste : Peux-tu nous parler du travail des assistant-e-s de régulation médicale (ARM) ?

Christel : Je voudrais d'abord dire que je partage la peine de la famille, c'est terrible. Une enquête est en cours, j'espère qu'ils auront les réponses à leurs questions.

Nous sommes le premier maillon de la chaîne de secours et répondons à des personnes souvent paniquées face à des situations dramatiques. Nous devons mesurer s'il s'agit d'une urgence vitale ou pas, comprendre la situation, faire en sorte de recueillir des indications claires et essentielles afin de déclencher les secours adéquats si nécessaire après décision du médecin. Face à la détresse vitale et parfois sociale de la population, il nous faut répondre avec empathie et réactivité. En moins de deux minutes, nous devons évaluer et passer l'appel au médecin.

Dans la mesure du possible, nous devons nous entraider quand l'un de nous est en difficulté sur une affaire compliquée. En salle, nous travaillons directement et à proximité des médecins du 15 et médecin SAMU, médecins du centre antipoison. Nous travaillons bien sûr aussi avec les pompiers, ambulanciers privés, ambulanciers SMUR, infirmiers anesthésistes, SOS médecins... Notre travail est un travail d'équipe pluridisciplinaire.

Quelle est votre formation ?

Quand j'ai commencé il y a dix ans, en venant d'un autre secteur d'activité, sans aucune expérience paramédicale, j'ai reçu une formation de 3 semaines (théorie, pratique, mise en situation, jeux de rôle). Aujourd'hui, ceux qui arrivent n'ont même pas ces trois semaines. On leur demande d'avoir le bac,

et l'essentiel de la formation pour le travail d'ARM, ce sont les collègues en poste qui la dispensent alors que nous sommes souvent en sous-effectifs.

On nous a demandé de participer à des groupes de travail, dans lesquels des collègues se sont investis pour essayer d'améliorer la transmission et le partage des compétences, mais il est anormal qu'il n'y ait pas une vraie formation. Aujourd'hui chaque « ARM formateur » se débrouille un peu avec son vécu, sa personnalité, son expérience.

Début 2017, vous avez fait un mois de grève...

On s'est battu pour des recrutements et une équipe fixe et pérenne, de jour comme de nuit. Nous étions épuisés par le manque de personnel, les passages jour-nuit. La grève a démarré le 10 janvier 2017. Nous avons manifesté, occupé le rond-point devant l'hôpital, fait du bruit. Ça a été une expérience inoubliable, cela faisait chaud au cœur de voir que la population découvrait notre travail et nous soutenait. Au bout d'un mois, nous avons obtenu 6 postes (dont un non pérenne). Mais aujourd'hui, la charte validée par la direction après la

grève est peu respectée : on travaille souvent en-dessous du service minimum, il y a des rappels sur des repos, le temps de déconnexion est peu respecté.

Les infirmiers anesthésistes et ambulanciers SMUR avaient eux aussi fait grève un peu avant nous, fin 2016 et ont obtenu des embauches. Après plus d'un an, certains postes ambulanciers et ARM sont toujours occupés par des CDD non titularisés. Dans les accords écrits de fin de grève, la Direction s'était engagée à faire des bilans au bout de 6 mois... aucun bilan n'a été fait.

Que demandez-vous aujourd'hui ?

Nous voulons une vraie reconnaissance de notre métier. A savoir le faire dans de bonnes conditions, avec le respect des effectifs, des roulements et des temps de repos. J'ai fait ce métier par choix : se lever le matin en sachant qu'on va être utile à la population c'est gratifiant. Mais c'est un travail éprouvant, on ne peut pas gérer la détresse des gens, vivre des drames, sans avoir les conditions optimales pour travailler.

*Propos recueillis par Isabelle Ufferte
le 17 mai 2018*



En grève en janvier 2017

Ford, la lutte continue dans un contexte difficile

Sur la boîte, le travail a malheureusement repris avec une forte pression de la hiérarchie. On peut dire que des cadres que nous voyons habituellement juste pour nous dire bonjour dans les secteurs ont été particulièrement assidus pour imposer de reprendre comme si de rien n'était. Ils ont fait des visites le samedi, des questionnaires individuels pour savoir si nous étions prêts à reprendre le travail... Tout un attirail divers et varié pour amener à la reprise normale.

Ils n'avaient pourtant rien dans leur escarcelles nos cadres, les arguments se limitant à dire que s'il y avait un repreneur il ne fallait pas gâcher les chances, ou que « *de toute façon il faut laisser la maison propre* » voire même « *nous avons un contrat de travail il faut le respecter* », alors que la Ford Motor Company ne se gêne pas, elle, pour ne pas respecter ses engagements. Bien sûr, la plupart des salariés ont bien compris qu'un repreneur ne serait en fait qu'un liquidateur d'emplois et un aspirateur à argent public. Nous avons déjà connu ça avec la reprise de l'entreprise en 2009 par HZ Holding. Un fiasco et grâce à notre mobilisation nous avons imposé le retour de Ford en 2011.

Tout cela pèse, mais cela n'a pas empêché de mobiliser les plus combatifs d'entre nous pour défendre l'emploi. Nous avons fait grève le 19 avril, jour de manifestation nationale, nous étions avec notre banderole quelques dizaines dans un gros cortège de manifestants rassemblés pour dénoncer les attaques qui se succèdent contre le monde du travail, les jeunes et l'ensemble de la population. Nous avons remis ça le 24 avril où nous avons participé à la manifestation pour la convergence des luttes.

Et surtout le 21 avril a été une journée importante de soutien pour notre lutte, à l'appel de la CGT, de l'intersyndicale, de la mairie de Blanquefort et du comité de soutien aux emplois Ford. Cela a commencé avec une conférence débat où nous étions plus de 200 pour beaucoup des militantEs de syndicats comme SUD, la CNT, la CGT cheminots d'Hourcade, d'associations, de partis politiques comme le NPA, Lutte Ouvrière, la France Insoumise, le Parti Communiste. Les dessinateurs Faujour et Visant étaient présents en solidarité et ont fait des dessins tout au long des débats.



Le député du Médoc de La République En Marche, arrivé une heure après le début des débats, a tenté d'intervenir pour dire tout le travail et le soutien qu'il apportait. Il a vite compris son erreur. Les cheminots d'Hourcade et bien d'autres dans la salle l'ont sifflé, ce qui l'a obligé à quitter la salle.

Les diverses interventions ont souvent montré qu'il ne fallait pas attendre grand-chose des élus locaux et nationaux, qui défendent à grande échelle la casse des protections sociales et la baisse des « coûts » que ce soit dans la



santé, l'éducation, les services publics en général. Les sociologues Monique et Michel Pinçon-Charlot et Serge Halimi, venus aussi en solidarité, ont souligné dans leurs interventions à quel point le capitalisme était parasitaire et responsable de cette casse sociale. Le débat a été très vivant avec des interventions nombreuses pour encourager à la lutte.

Cette journée s'est terminée par un concert de soutien avec la présence de nombreux artistes locaux et nationaux. Dans le désordre : B Lavilliers, HK, Didier Super, Buscavida et les locaux, les groupes Délio, Herein. Une belle journée qui encourage à la lutte.

Le mois de mai donne quelques possibilités d'actions. Le 22 et le 26, la CGT Ford appelle aux manifestations pour la convergence des luttes. Nous allons aussi marquer le coup le 24, date anniversaire de la fin de l'engagement de Ford pour les 1000 emplois et les 19 et 20 juin à l'occasion d'un comité central européen en Allemagne. La mobilisation est toujours à l'ordre du jour, nous ne lâchons pas.

Correspondants

Dans la jeunesse

Lycéens contre la sélection et la casse sociale

Les 5 et 6 mai à Bordeaux se réunissaient des lycéens venus de toute la France (Montpellier, Nîmes, Metz, Montreuil, Grenoble, Nantes, Auch, Toulouse...) pour la première Coordination Lycéenne Nationale (CLN) du mouvement contre la loi ORE, et les réformes du bac et du lycée.

Le premier constat est assez dur : le mouvement lycéen n'a pas pris. Malgré quelques noyaux dans certaines villes qui ont tenté de lancer la mobilisation notamment en début d'année, les lycéens n'ont pas envahi en masse les rues comme au printemps 2016 pendant le mouvement contre la Loi Travail.

À Bordeaux, début février, a été le seul moment où le comité inter-lycéen local

a pu massifier ses rangs (notamment grâce aux blocages du matin).

Mais l'objectif, désormais, est posé : alors que les étudiants ont terminé leurs partiels, et sont soit en vacances, soit en révisions pour les rattrapages, au lycée, il reste un mois et demi de cours, avec à la clé les terribles réponses de Parcoursup qui arrivent à partir du 22 mai.

Les perspectives, dorénavant, données par la CLN, sont assez claires : faire de cette date une journée de mobilisation lycéenne nationale massive et reconduite les semaines d'après.

Des assemblées générales inter-lycéennes sont prévues partout en France la semaine du 22 et une nouvelle manifestation est appelée le 24 mai. Dans la foulée, les 26

et 27 mai la CLN se réunit une fois de plus à Paris cette fois, pour débattre sur les prochaines semaines, qui comportent en plus des résultats d'orientation, le bac. Le mouvement lycéen a encore le temps de se mettre en place et de faire du bruit, aux côtés de la lutte cheminote notamment, à laquelle il tient à montrer son soutien contre les réformes néolibérales de Macron, qui donnent un intérêt commun aux lycéens et aux travailleurs de lutter ensemble.

Contre la privatisation du rail et de l'université, contre la sélection à la fac qui va fermer ses portes à l'ensemble des classes populaires, et contre la casse du service public, c'est avec ces mots d'ordre que le mouvement lycéen se lèvera !

Petra



photo Gilbert Hanna - La Clé des ondes

Fin de l'occupation à l'Université Bordeaux Victoire

Le 15 mars dernier, une assemblée générale avait voté l'occupation illimitée de l'université des sciences humaines du site Bordeaux Victoire. Cette occupation avait pour but de lutter contre la loi ORE, qui instaure une sélection à l'entrée de l'Université pour les futur.e.s bachelier.ère.s, en libérant les étudiant.e.s des cours afin qu'ils puissent rejoindre la lutte sans contraintes scolaires ou financières du CROUS.

Le 29 avril, une autre assemblée générale a voté la fin de l'occupation du fait d'un essoufflement de la mobilisation.

Aussi, il a semblé plus opportun à ce moment-là d'ouvrir le mouvement et de sortir des locaux pour occuper la rue massivement et de rejoindre les autres secteurs en lutte afin « de mettre nos forces partout où il est possible d'étendre les lignes de front de la guerre sociale qui se joue aujourd'hui, concernant la destruction des services publics, l'évacuation de la ZAD, les licenciements et l'accueil des réfugié.e.s et migrant.e.s fuyant les guerres et la misère » comme stipulait le communiqué de l'université libre de Bordeaux fourni en explication de la fin de l'occupation.

Tomas Sanbordo

Quelques échos de Bulletins d'entreprises

Dégradation des conditions de travail dans la santé : pour la Ministre, un problème de désorganisation !

Dans un article paru le 8 avril dernier dans Libération, voilà ce que déclare la ministre de la santé A. Buzyn :

« J'en ai assez du discours catastrophiste sur l'hôpital... Chaque hôpital doit se poser la question de sa réorganisation ». Elle rajoute même : « Encore une fois : beaucoup d'hôpitaux fonctionnent très bien, sans déficit, avec une très bonne ambiance de travail ».

Voilà, la messe est dite. Tout va bien dans le meilleur des mondes ! Une insulte à tous les soignants qui n'en peuvent plus des restrictions, restructurations, économies en tous genres ! Et une provocation face aux mobilisations dans les hôpitaux, le secteur privé, les Ehpad où les salariés dénoncent des conditions de travail insupportables, ne permettant pas de prendre correctement en charge les usagers. Alors que Macron et Buzyn étaient en visite à l'hôpital de Rouen le 5 avril, une aide-soignante les a pris à partie, disant sa colère devant les caméras.

Des années d'une politique de restrictions budgétaires, de suppressions de lits, de postes, rendent la situation insupportable. Les suicides qui se sont multipliés ces derniers mois en témoignent dramatiquement.

La solution n'est pas une nouvelle réorganisation, mais l'embauche massive de personnel, la réouverture des hôpitaux de proximité fermés ces dernières années, la réouverture de lits pour désengorger les urgences !

Et un service public de santé accessible à tous où la recherche de rentabilité n'a pas lieu d'être.

C'est le moment de l'exiger par nos luttes, avec l'ensemble des secteurs déjà mobilisés !

Bulletin Branche Santé 33 – avril

Tous ensemble pour nos salaires

Avec les grèves d'Air France ou de Carrefour, la question des augmentations de salaires revient au goût du jour... Et il y a de quoi, vu la stagnation que nous subissons depuis plusieurs années alors que tout augmente.

Rien que sur un an, nous avons eu +12 % sur l'essence, +7,9 % sur le gaz, +10 % sur les timbres, +17 % sur l'électricité, +36 % sur le fioul domestique, +130 % sur les PV de stationnement, etc. L'immobilier flambe sur Bordeaux, avec +12 % sur un an pour l'achat d'un logement. Les loyers suivent avec + 11 % pour un T2 sur 2017-2018.

Mais les salaires restent à la traîne, comme on le voit dans les Négociations Annuelles Obligatoires qui se tiennent en ce moment dans le privé. Alors que les profits se portent bien, les augmentations compensent à peine l'inflation « officielle », au mieux entre 1 % et 2 %, souvent moins... Vu nos factures, on est très loin du compte !

Dans la Fonction publique, c'est encore pire puisque les salaires sont gelés depuis 2011, hormis 2017, où le gouvernement a lâché... 1,2 % !

Privé, public, c'est tous ensemble que nous devons exiger de vraies augmentations de salaires pour reprendre notre dû, à commencer par un salaire minimum de 1800 € net.

Bulletin inter entreprises Pessac Cestas - 15 mai

Augmentation, prime, les postiers grands oubliés... de La Poste

En mars avaient lieu les négociations annuelles obligatoires à la Poste. On pourrait penser que ces négociations entre patrons et syndicats devraient avoir pour but d'augmenter les salaires pour rattraper l'inflation. Problème : l'augmentation des salaires proposée par la Poste est de 0,75%. Et par ailleurs, symbole des ces augmentations ridicules, l'heure de nuit est augmentée de 0,05 centimes !

De l'argent il semble toujours en manquer pour les postiers et postières qui font la grosse partie du boulot. Par contre pour les hauts cadres et les actionnaires il n'en manque pas. Exemple : la prime d'intéressement de 440 € versée à chaque salarié représente 119 millions d'euros (sur plus d'1 milliard de bénéfices). Mais les dividendes versés aux actionnaires représentent eux 171 millions d'euros. Pourtant, pas sûr que ces actionnaires soient aussi fatigués que les agents à la fin de semaine.

Une réelle augmentation, un 13^{ème} mois, des embauches, oui tout ça n'est pas un rêve, c'est légitime et même un minimum vu les profits. Mais pour ça il faudra imposer un rapport de force, se mobiliser tous ensemble de manière massive pour gagner.

Bulletin inter entreprises Pessac Cestas - 15 mai

Ford veut toujours plus de profits

Lu dans la presse : « Ford Motor a annoncé un plan de réduction de ses coûts et d'amélioration de ses marges à un rythme plus rapide que précédemment annoncé... ». C'est 25 milliards de dollars qui devraient être économisés d'ici 2022, au lieu de 14 milliards. La compagnie veut aussi améliorer ses marges avant impôt d'ici 2020.

Ils n'en ont jamais assez. Le bénéfice trimestriel est supérieur aux attentes, et le chiffre d'affaire en hausse de 7 %, l'imposition en baisse... mais avec ce nouveau plan d'économie, ils annoncent clairement qu'il leur en faut plus encore pour satisfaire la finance... et qu'ils vont nous le faire payer.

« Plan de réduction des coûts », en langage clair, c'est une déclaration de guerre contre tous les salariés du groupe.

Bulletin diffusé aux usines Ford - 4 mai

Rassemblement-marche en soutien aux marches du retour palestiniennes

A l'initiative de Palestine 33 et du CAP (comité action Palestine), sur des bases politiques propres à chaque organisation, un rassemblement-marche de soutien aux grandes marches de Gaza était organisé le 15 mai. Le collectif giron-din pour une paix juste et durable entre israéliens et palestiniens s'y est joint, dont le NPA.

500 personnes environ se sont retrouvées, de la Victoire au Parvis des droits de l'homme, dans un mélange très divers d'origines, militantes, associatives, individuelles. Les massacres de la veille (et des semaines précédentes) à Gaza, culminant au moment où se déroulait l'obscène cérémonie du transfert de l'ambassade américaine, ont tellement révolté que beaucoup ont trouvé ce moyen de le dire. La manifestation a été dynamique, aux slogans divers, dénonçant les massacres, la situation faite aux palestiniens, soutenant leur lutte ; par contre, un slogan souvent repris, par une partie seulement

des manifestants : « *Israël casse-toi, la Palestine n'est pas à toi* » traduisait le clivage entre ceux qui, comme nous, sont pour la cohabitation des deux peuples, à égalité de droits, et ceux pour qui la Palestine est une « *terre arabe à libérer* ».

Un certain nombre de Sahraouis étaient présents, bien visibles et actifs, soulignant la proximité de leur histoire avec celle des palestiniens. Des représentants de Syrie Démocratie 33 y étaient aussi.

Après avoir rebaptisé symboliquement la place du Parvis en place de la Palestine, un appel a été lancé à la poursuite et à l'amplification de la mobilisation. Un certain nombre d'intervenants ont appelé à intensifier le mouvement BDS. Mais c'est du peuple palestinien que l'issue peut venir, et le mouvement actuel à Gaza, venu du fond de la société, peut être une lueur d'espoir.

Jean-Louis Farguès

Des camps de Tindouf aux squats de Bordeaux et Pessac : Solidarité avec les Sahraouis !

Depuis 2015, 150 à 200 migrants Sahraouis étaient installés dans un squat quai Deschamps. Sans eau ni électricité, dans des conditions indignes. Les associations y intervenant (DAL, Médecins du Monde, LDH, CIMADE) n'ont cessé d'interpeler les pouvoirs publics, le 5 avril encore, elles lançaient une pétition et organisaient une conférence de presse pour dénoncer la situation. Pas même un mois après, le 1^{er} mai, un incendie (le troisième en 2 ans) obligeait à évacuer le squat, causant la perte de biens et papiers. Réponse des autorités : on envoie la police, on ouvre à titre temporaire le gymnase Thiers et on envisage la fermeture du squat (d'autres intérêts immobiliers se présentent dans la zone !). Refusant ce genre de non solution, car non pérenne et sans possibilité de cuisiner, la quasi-totalité des Sahraouis ont préféré aller au parc des Angéliques pour attendre ; à nouveau la police, d'abord pour les convaincre de rejoindre le gymnase puis les évacuer sans ménagement, des affaires et des papiers encore détruits ! Les services de nettoyage finiront de remettre les choses en ordre ! Après quelques jours d'errance, en petits groupes pour échapper à la police, c'est l'ex-Ehpad de l'Alouette à Pessac qui est investi par une partie d'entre-eux. Le directeur du CHU a demandé aussitôt au Tribunal administratif une procédure d'expulsion !

La Préfecture a quand même fini par découvrir qu'il y avait des demandeurs d'asile et qu'en tant que tels, ils relevaient d'un CADA (centre d'accueil pour demandeurs d'asile). On a péniblement trouvé 40 places, dispersées dans la région. Pour les autres, on attend encore !

Cela n'empêche pas la Préfecture de dire qu'un effort considérable a été fait ces dernières années pour les migrants (les sahraouis en représentent 20 %), et qu'il suffirait d'appeler le 115 ! Déclarations irrecevables pour ceux qui sont au contact des réalités ! D'autant que le problème ne s'arrête pas à l'obtention du droit d'asile : certains l'ayant déjà vivaient encore au squat, ne pouvant payer un logement.

En fait, la politique est de laisser pourrir au maximum la situation, gesticulant lorsqu'un événement attire l'attention, mais avec la police toujours prête.

La France est doublement coupable, pour le non accueil des Sahraouis, et pour le soutien de ce qui fait justement d'eux des migrants : la politique coloniale et répressive du Maroc et son refus de l'autodétermination du Sahara Occidental. Notre solidarité aussi est double, pour l'accueil inconditionnel des réfugiés et pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et d'en finir avec le colonialisme.

J-L.F.

Féministes à Bordeaux contre « la meute » en Espagne

Nous étions une centaine le 2 mai devant le consulat d'Espagne de Bordeaux à l'appel de femmes espagnoles et du Collectif Bordelais pour le Droit des Femmes, en soutien à une jeune espagnole violée lors des fêtes de la San Fermín en 2016 par 5 hommes. Les juges viennent de les condamner pour « abus sexuel ».

Voici des extraits du communiqué des organisatrices du rassemblement :

« Notre indignation ne concerne pas seulement ce cas de procès pour viol (...) En 2016, 5 hommes ont poussé une femme dans l'entrée d'un immeuble afin de la violer chacun à leur tour, tout en filmant la scène. 5 mois après le procès dit de « la meute », le tribunal a rendu le 26 avril dernier son verdict : les juges ont déduit que, devant le manque de résistance de la jeune fille de 18 ans, alors en état de sidération, complètement paralysée, il ne pouvait s'agir d'un crime de viol, mais plutôt d'un abus sexuel.

Il ne s'agit pas ici d'un cas isolé ni d'un problème local dû à un contexte de fête : il s'agit bien d'un cas de violences de genre contre les femmes (...) Encore une fois, on essaie d'invisibiliser ces violences avec la complicité de la justice. Cette justice qui fait si peur aux femmes victimes de violences qui, dans la majorité des cas, face à un processus judiciaire long et douloureux, renoncent à porter plainte (...). Cette justice n'est finalement que le reflet de notre société ma-

chiste et patriarcale qui opprime continuellement les femmes. Une société dans laquelle la culture du viol continue d'être légitimée par nos institutions : les administrations, la police, la justice. Et c'est ce qui nous indigne (...) : le fait que les juges, devant l'état de sidération de la victime, l'empêchant d'opposer une quelconque résistance, aient conclu à un consentement, n'y voyant que de simples relations sexuelles en groupe ».

Or, c'était bien un viol, que des milliers de femmes et d'hommes continuent à dénoncer dans la rue.

Mónica



Dépollution industrielle : financement public, profits privés

La société Editrans de Bassens continue de coûter cher à la collectivité. Son activité de traitement de déchets avait été interdite par la Préfecture depuis 2012 vu la pollution et les dangers qu'elle provoquait. Elle avait ensuite été mise en liquidation judiciaire en 2014, avec pour première conséquence une centaine de suppression d'emplois.

Aujourd'hui, alors que rien n'a été fait par les responsables pour dépolluer le site, c'est l'ADEME, une agence de l'Etat pour l'environnement, qui doit l'organiser. Et comme l'Etat est bon prince avec les patrons « défaillants », c'est nous qui payons.

Trois sociétés du secteur (Ortec, Guyenne Environnement et Azura) se partagent donc ce chantier qui s'élève à 1,5 million d'euros (le budget national de l'ADEME est de 22 millions).

Il ne serait que justice que cette somme soit prise sur les fonds personnels de ceux qui ont profité pendant des années de cette affaire. Et vu leur CV, les anciens dirigeants ou leurs héritiers devraient en avoir les moyens. L'ancien PDG, Maurice Lécuyer, a été condamné en octobre 2010 à 18 mois de prison avec sursis et 50 000 euros d'amende, coupable d'escroquerie et exploitation d'installations classées sans autorisation. Son successeur, Patrice Dauvin, ancien PDG du groupe Sita (filiale de Suez), a été condamné à trois ans de prison avec sursis pour malversations (un détournement de 900 000 euros) à l'époque où il occupait ce poste (jugement annulé ensuite pour vice de procédure), et il continue d'occuper des hautes fonctions dans le même secteur.

François Minvielle

Prochaine réunion débat du NPA33, samedi 23 juin, 14h30 :

Il y a 200 ans naissait Karl Marx... Actualité de la critique matérialiste et révolutionnaire du capitalisme

Si aujourd'hui, la plupart des commentateurs voudraient enterrer les idées de Marx, les caricaturer ou édulcorer le contenu radical de sa critique en en faisant un « philosophe », un « économiste », cet anniversaire est au contraire pour nous l'occasion de nous réapproprier le caractère révolutionnaire du combat de Marx qui, toute sa vie, a œuvré à contribuer au renversement de la société capitaliste en donnant aux opprimés la conscience des conditions de leur émancipation.

La critique que Marx a faite du capitalisme naissant demeure pour cela sans égale et conserve toute son actualité. C'est la seule qui permette de comprendre les contradictions du capitalisme mondialisé actuel, de formuler des perspectives, de réaffirmer la possibilité et la nécessité d'une transformation révolutionnaire de la société. C'est en cela la seule qui donne les moyens de prendre consciemment toute sa place, d'être acteur de la lutte sociale réelle, moteur du mouvement historique.

C'est à travers les combats politiques et sociaux de son époque, en lien avec l'émergence du mouvement ouvrier que Marx a élaboré une conception matérialiste, scientifique du monde en intégrant tous les progrès des connaissances de son temps. Sa conception vivante continue de s'enrichir des nouveaux progrès des sciences à l'opposé des conceptions idéalistes d'hier et d'aujourd'hui... comme de toutes les caricatures réformistes ou stalinienne qui l'ont transformée en une idéologie, un dogme mort.

Les deux découvertes essentielles de Marx, la mise à nu du rapport d'exploitation capitaliste et l'idée que la lutte des classes conduit à l'abolition du salariat, à la société sans classe, au communisme, sont un outil incontournable pour armer les consciences et formuler les enjeux du combat à mener.

Venez en débattre avec nous samedi 23 juin à partir de 14h30 au local du NPA33, 99 rue Camille Sauvageau à Bordeaux.

A propos du débat :

L'Europe des banquiers et des multinationales est en crise, construisons l'Europe des travailleurs et des peuples

Cette réunion a été l'occasion de revenir sur l'histoire de la construction européenne, de ses origines jusqu'à la crise politique actuelle en passant par la crise économique des années 1975, l'effondrement de l'Union soviétique, les guerres des Balkans, la crise de 2007-2008 et ses conséquences, la crise de la dette européenne et la violente politique d'austérité qui l'a accompagnée.

La présentation de quelques aspects de l'organisation économique, sociale et politique de l'Union européenne actuelle nous a également conduits à discuter des véritables moteurs de sa construction. Bien loin d'être le résultat d'un « choix » porté par quelques « pères fondateurs » autour de prétendues « valeurs de paix et d'harmonie entre les peuples », l'Union européenne est avant tout le terrain de la guerre de classe menée depuis 70 ans par une oligarchie financière basée essentiellement en Allemagne, en Grande Bretagne et en France, contre l'ensemble des travailleurs et des classes populaires des « pays membres », guerre de classe d'autant plus intense qu'elle se déroule dans un contexte mondial soumis à une forte exacerbation de la concurrence.

La riposte qu'elle suscite dans les couches sociales qui en sont les victimes revêt des aspects contradictoires : un profond

rejet de la construction européenne, mis à profit par la démagogie souverainiste qui s'est traduite par le Brexit, le résultat des législatives italiennes ; et l'existence d'une puissante contestation sociale : grèves pour les salaires, manifestations pour la défense des droits des femmes, mouvements des indignés en Grèce, en Espagne..., mouvements sociaux en France face aux offensives contre les lois sociales, etc.

C'est sur une discussion autour de cette « alternative » que s'est logiquement poursuivi le débat : en quoi les politiques « populistes de gauche », qui reprennent à leur compte l'illusion que les frontières nationales constitueraient une protection pour les classes populaires sont-elles, plus qu'une impasse, un piège pour les travailleurs ? Comment prendre clairement le contre-pied de ces tendances protectionnistes pour défendre une autre perspective, donner à toutes les luttes sociales qui, par delà les frontières, combattent le même ennemi de classe un même programme : construire une Europe socialiste des travailleurs et des peuples ?

Un débat loin d'être clos, et que nous souhaitons porter, en particulier, à l'occasion des prochaines élections européennes.

Christine Héraud, Daniel Minvielle

Droite et extrême-droite :

décomposition et recomposition

Comme le PS, la droite n'en finit pas de se décomposer. Les défaites électorales, les scandales de ses dirigeants, l'incapacité à satisfaire les appétits de pouvoir de ses notables atomisent le parti des Républicains. Ce rassemblement d'écories électorales pour servir les intérêts des riches et du patronat subit la pression de LREM... qui fait ça très bien, si on en croit le Medef. Du coup, en Gironde comme ailleurs, chacun joue sa carte pour se positionner pour les élections municipales de 2020, c'est leur seule préoccupation. Certains avec Wauquiez, comme l'ex-protégée de Juppé, Virginie Calmels ; d'autres avec Macron, comme Juppé ; d'autres en solo... Et quelques seconds couteaux à l'avenir bouché font le pari d'une alliance avec le FN.

C'est dans ce contexte que s'est tenue une réunion avec le maire d'extrême-droite de Béziers, Robert Ménard, le 5 mai, à Saint-André-de-Cubzac, organisée par des élus locaux pour une recomposition de la droite et de l'extrême-droite.

La visite bousculée a été largement médiatisée et continue de

l'être vu que Ménard annonce qu'il attaque en justice pour apologie de la violence tous ceux qui osent simplement écrire qu'ils se sont réjouis de le voir pris à partie par des opposants. Visiblement, il n'était pas habitué... Cela a d'ailleurs suffi pour que des élus PS et LREM présents s'excusent du mauvais traitement qui lui a été infligé, au nom du respect dû aux élus de la République...

Cette réunion faisait suite à la publication du manifeste « *Pour la France* », fin mars par des élus LR de Haute Gironde, avec des élus de Dupont-Aignan et du FN, comme Edwige Diaz, élue à la Région, qui assure « *Nous avons demandé l'autorisation à Marine Le Pen, parce que nous sommes disciplinés* ». On n'en doute pas, et tout cela ne peut que convenir au FN comme stratégie pour accéder au pouvoir.

En avril, c'est un « *appel d'Angers pour l'unité de la droite* » qui a été lancé par des anciens ministres en panne de carrière,

Thierry Mariani, Christine Boutin, Charles Million, avec aussi Ménard, Bompard, maire d'extrême-droite d'Orange, et plusieurs élus de Haute Gironde, notamment ceux qui avaient déjà publié le manifeste avec le FN.

Ils sont rejoints aussi par des proches de Calmels qui ont claqué la porte début mai, estimant qu'elle servait de « *caution de gauche de Laurent Wauquiez* » et qu'elle avait une « *attitude trop modérée au sein des Républicains sur les questions régaliennes, en particulier sur l'immigration* ». Pas assez nationaliste, raciste et

réac. en somme pour concurrencer Le Pen et pour se démarquer de Collomb, qui n'a pas eu beaucoup à forcer son talent pour prendre la suite de Valls sur le même mode de la démagogie chauvine pour durcir la chasse aux migrants, aux sans-papiers et aux militants de plus en plus nombreux qui les aident.

Ce petit monde de « *l'union des droites* » tente sa chance pour occuper une place sur le terrain de la démagogie chauvine et raciste. Ils postulent au pouvoir en flattant les pires préjugés réactionnaires pour

essayer de récupérer l'électorat déçu par Le Pen après la présidentielle. D'autres continueront à utiliser le chantage au « *front républicain* » pour faire barrage au FN, invoquant de prétendues « *digues étanches* »...

Tous tablent sur la démoralisation que provoque la politique de Macron et espèrent en tirer profit. Ce n'est pas écrit. Avec les mobilisations, une autre opposition se fait entendre dans la rue, sociale, démocratique, solidaire, antiraciste, qui peut avoir la force de balayer tous les préjugés réactionnaires si elle s'organise et se donne l'objectif de défendre les intérêts de tous les travailleurs quelles que soient leurs origines. Elle peut changer la donne et faire reculer les différentes cliques politiciennes au service du patronat, qu'elles se revendiquent du modernisme de la finance mondialisée ou des frontières moisiées des Etats nationaux.

F.M.



Le collectif a été présenté officiellement, mardi à Marcenais, par Jean-Jacques Édard (debout) et Edwige Diaz (à gauche). PHOTO L.F.

Les digues entre des élus de droite et le FN ont sauté

POLITIQUE Le Front national, des élus de droite et des militants associatifs de Haute Gironde se rassemblent aujourd'hui au sein du collectif « *Pour la France - La France unie* »

Dans le journal *Sud-Ouest*, le 29/03/2018

Detroit

de Fabien Fernandez, Gulf Stream Editeur

L'intrigue de ce roman repose sur trois protagonistes : Ethan, jeune journaliste new-yorkais venant faire une enquête sur la ville ; Tyrell, jeune lycéen en galères et en butte à la violence des gangs ; Motor City, la ville elle-même, personnage qui se raconte au présent et au passé.

On va suivre la trajectoire de chacun en alternance, dans de courts chapitres, pendant quelques semaines agitées.

Ce n'est pas un documentaire mais ce roman noir coup de poing, dans son histoire comme dans son écriture qui bouscule, repose sur un énorme travail comme l'explique l'écrivain Fabien Fernandez dans une postface.

A travers ce que vont vivre Ethan, Tyrell et Motor City, on découvre une ville exsangue, ravagée par le chômage et la misère, avec des gangs qui s'entretuent en bas et plus haut la corruption en cols blancs. Aucune perspective pour un avenir en dehors de la fuite comme le pense le jeune Tyrell. Il y a eu la crise des subprimes de 2008 qui est passé par là, la banqueroute de Chrysler et Général Motors la même année menant la ville à se déclarer en faillite en 2013 !

Comme nous l'apprend Motor City elle-même, l'époque du plein emploi, du capitalisme triomphant n'était pas non plus le paradis des travailleurs de ses usines en majorité noirs dans cet Etat du Michigan où il y a eu jusqu'à 30 000 cagoules du KKK dans les années 40. Et la violence sociale et raciste a fait des dizaines de morts et des milliers de blessés lors des émeutes de 67.

Pour rappeler aussi qu'en dehors de l'automobile Detroit a aussi été la ville du rock, chaque chapitre commence par un extrait de chanson et un autre termine aussi le livre disant « *Il nous reste l'espoir. Les rebellions reposent sur l'espoir* ».

Ce livre démontre à quel point le capitalisme peut faire des dégâts en exploitant puis en rejetant les travailleurs et l'urgence qu'il y a à se révolter collectivement pour changer les choses !

J.R.

